**NOTICE DE SELECTION**

**Recrutement d’un(e) consultant(e) International(e)** **en matière de prévention des violences liées aux élections**

**Référence du dossier :** **200/IC\_INT/ELECTIONS/2022**

Date : 23/05/2022

**Pays :** République Démocratique du Congo

**Description de la mission :** Un (e) Consultant (e) d’expertise internationale en matière de prévention des violences liées aux élections.

**Nombre de poste :** 1

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultant d’expertise internationale

**Durée de la mission** : La mission est programmée pour 90 jours de travail (du lundi à samedi).

**Lieu d’affectation : Kinshasa et dans les provinces : Espace Kasaï (Kananga), Espace Katanga (Lubumbashi), Nord Kivu (Goma), Sud Kivu (Bukavu) et Ituri (Bunia) . Selon la méthodologie, chaque candidat (e) proposera le nombre de jours à passer dans chaque ville.**

**Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail ic.soumission.cd@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier «****200/IC\_INT/ELECTIONS/2022–** **Recrutement d’un(e) consultant(e) International(e) en matière de prévention des violences liées aux élections. »**

***Veuillez noter qu´il est obligatoire d´indiquer cette référence dans l´objet du message et de respecter l’adresse e-mail*** ***ic.soumission.cd@undp.org*** ***pour la soumission des offres. Les propositions transmises sans indiquer la référence correcte du dossier ni transmise à l’adresse e-mail indiquée pourraient ne pas être prises en compte***

**Votre soumission doit être rédigée en Français et assortie d’une durée de validité minimum de 120 (cent-vingt) jours.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard lundi 6 juin 2022 à 23 heures, heure de Kinshasa**

**Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées**

**1. Contexte et justification**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|

|  |
| --- |
| L’organisation d’élections périodiques conduit à renouveler régulièrement la légitimité des dirigeants. Même causés par des contraintes objectives, des retards dans l’organisation des élections pourraient engendrer des suspicions et créer des tensions susceptibles de perturber la paix sociale. En revanche, des élections bien organisées et préparées à temps constituent un moyen de prévenir, à moindre coût, la survenance de crises politiques aux conséquences généralement importantes. Un climat serein avant, pendant et après les élections favorise la consolidation des institutions démocratiques à travers un règlement pacifique des différends politiques, la promotion des approches procédurales plus consensuelles, une gestion plus efficace des contentieux électoraux et l’acceptation des résultats. Si les élections ne sont pas, le plus souvent, la cause première des conflits, elles apparaissent comme un catalyseur ou un accélérateur du déclenchement de la violence, particulièrement lorsqu’elles ne sont pas tenues de façon crédible. Ainsi, depuis les années 1990 en Afrique, les échéances électorales, ont souvent été une occasion d’expression forte de violences. La République démocratique du Congo (RDC) n’échappe pas à cette tendance lourde. Structurellement fragile depuis son indépendance, la RDC reste un État dont les attributs légitimes de souveraineté et l’adhésion des populations à ceux-ci (justice, impôt, autorité politique) sont fragiles. L’existence de groupes armés violents et prédateurs en est le témoignage le plus emblématique. Ils sont principalement localisés dans l’Est du pays (où ils continuent parfois à bénéficier de soutiens extérieurs), mais sont aussi régulièrement actifs dans d’autres régions, telles que les Kasaï dans un passé récent. Les droits humains subissent des violations continues, y compris par les forces de sécurité accusées d’être responsables de nombreux incidents recensés. La succession des conflits dans le pays a engendré d’importants déplacements de populations et les groupes armés restent encore actifs, notamment à l’Est. En outre, les derniers cycles électoraux en RDC ont tous connus, à des degrés divers, des épisodes de violences électorales, y compris celui de 2018/2019. Des tensions autour des réformes électorales et des conditions d’organisation des prochaines élections, prévues en 2023, ont commencé à se faire jour. Elles pourraient se cristalliser sur l’ampleur des changements à opérer dans le dispositif juridique et institutionnel de l’administration électorale, le calendrier et le rythme des réformes, ainsi que leur impact sur la planification des prochaines élections, sans oublier les inévitables suspicions sur les manipulations éventuelles du processus électoral, en particulier s’il y a des doutes sur les règles du jeu. On assiste aussi, ces derniers temps, à la montée d’un discours de haine, avec des relents tribalistes et xénophobes. Autant dire que, sans être pessimiste, un certain nombre de risques de conflits (socio)politiques sont susceptibles de menacer l’environnement politique national et le contexte pré-électoral.  |

1. **OBJECTIFS DE LA MISSION**

|  |
| --- |
| Pour contribuer à l’organisation d’élections apaisées en 2023, le PNUD recrute un spécialiste (h/f) des questions de violence électorale. Sous la supervision du Team leader du pilier consolidation de la paix et renforcement de la démocratie et en étroite collaboration avec les institutions et autres parties prenantes nationales, il/elle aura pour mission d’accompagner le bureau pays du PNUD dans la formulation et la matérialisation d’une offre programmatique en appui à la prévention des violences électorales. Il est attendu du spécialiste en matière de de prévention des violences liées aux élections la réalisation des tâches spécifiques suivantes : * En partant de la cartographie des risques de conflits avant, pendant et après les élections, effectuée par le PNUD, analyser les acquis dans le domaine de la prévention, l’atténuation et la gestion des conflits électoraux et élaborer une matrice d’actions stratégiques pour renforcer les capacités de la CENI, des institutions et autres parties prenantes, y compris les organisations de la société civile ;
* Analyser les rôles et les profils de divers intervenants dans la gestion pacifique des conflits électoraux et suggérer des partenaires d’exécution de l’offre programmatique du PNUD ;
* Identifier et documenter les enjeux et la problématique générale, le problème de développement en lien avec les violences liées aux élections et les réponses à y apporter à travers une offre programmatique innovante ;
* En partant des priorités définies dans le PNSD, des axes d’intervention de l’UNSDCF 2020-2024, des priorités du CPD 2020-2024, ainsi que de celles du Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies (PBF) et des donateurs présents en RDC, proposer un contenu programmatique réaliste basé sur une théorie du changement solide et assorti des plans de travail et cadre logique y afférant ;
* Proposer les zones d’interventions du programme, cibler les bénéficiaires et justifier leur pertinence ;
* Proposer une stratégie de pérennisation des acquis pour chaque axe d’intervention du programme ;
* En lien avec la CENI et les autres parties prenantes, notamment les organisations de la société civile, évaluer les cadres existants de déploiement des médiateurs électoraux et proposer une note technique d’appui au déploiement des médiateurs électoraux
* Assurer le monitoring des conflits et incidents de violence et analyser leur implication sur le processus électoral ;
* Conseiller le bureau pays dans son appui aux cadres de concertation de la CENI.
 |

1. **LIVRABLES ATTENDUS**

|  |
| --- |
| * Note méthodologique et programme de travail ;
* Mapping des interventions dans le domaine de la prévention des conflits électoraux ;
* Un document de projet (format PBF) ;
* Un document de projet (format PNUD) ;
* Rapport d’évaluation des activités de médiation électorale et note technique d’appui au déploiement des médiateurs électoraux ;
* Un rapport de monitoring des conflits et incidents de violence ayant une implication sur le processus électoral ;
* Un rapport d’activités sur l’appui aux cadres de concertation de la CENI
 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables /Description** | **Echéance proposée** | **Tranche de paiement** |
| Note méthodologue et programme de travail | 1 semaine après la signature du contrat  | 20% |
| Mapping des interventions dans le domaine de la prévention des conflits électoraux ;Version provisoire document de projet (format PBF) ;Version provisoire document de projet (format PNUD)  | 45 jours après la signature du contrat  | 30% |
| Version finale du document de projet (format PBF) intégrant les commentaires et observations ;Version finale du document de projet (format PNUD) intégrant les commentaires et les observations  | 70 jours après la signature du contrat  | 30% |
| Rapport d’évaluation des activités de médiation électorale et note technique d’appui au déploiement des médiateurs électoraux ;Rapport de monitoring des conflits et incidents de violence ayant une implication sur le processus électoralRapport d’activités sur l’appui aux cadres de concertation de la CENI | 90 jours après la signature du contrat  | 20% |
| **TOTAL** |  | **100%** |

1. **QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE REQUISES**

|  |
| --- |
| * **Qualifications académiques :**
	+ Deuxième cycle (master) en droit public, sciences politiques, relations internationales ou équivalent.
* **Expérience :**
	+ Un minimum de 10 ans d’expérience dans le domaine de l’assistance technique électorale, au niveau international, ou dans des domaines connexes de la gouvernance démocratique ;
	+ Familiarisation avec les cadres de programmation des Nations Unies en appui à la prévention des violences électorales ;
	+ Maîtrise des standards internationaux et des bonnes pratiques en matière électorale ;
	+ Expérience avérée dans la conduite de recherches, d’évaluation et dans la rédaction des rapports et notes techniques ;
	+ Une bonne connaissance du contexte congolais et/ou de la sous-région
	+ Expérience de travail antérieure avec le PNUD.
* **Langues :**
* Une maîtrise parfaite de la langue française, aussi bien écrite qu’orale, est indispensable.
* **Autres :**
* Maitrise de l’outil informatique.
* **Compétences :**
* Grandes capacités d'analyse et de synthèse ;
* Aptitude à travailler sous la contrainte des délais et des résultats en faisant preuve d'initiative et de proactivité ;
* Aptitude et intérêt à travailler en équipe dans un environnement multiculturel ;
* Solides capacités d'expression écrite et orale et réelles aptitudes à formuler ses idées de façon claire et concise ;
* Aptitude à communiquer de façon simple et efficace avec les différents partenaires impliqués ;
* Grande capacité d’adaptation, d’ouverture d’esprit, de souplesse et d’adaptation dans les relations avec ses interlocuteurs ;
* Pédagogie et disponibilité à s’inscrire dans une approche de développement des capacités et de transfert de compétences.
 |

1. **DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L’OFFRE**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :1. Une proposition technique incluant :
2. Une note explicative sur la compréhension des termes de référence ;
3. Une présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation envisagée de la mission ;
4. Un CV incluant notamment les expériences acquises dans les projets, domaines similaires ou connexes et 3 références.
5. Une proposition financière : le/la Consultant (e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.
 |

1. **DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L’OFFRE**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Evaluation**L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.Le marché sera attribué au/à la Consultant (e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).1. *Les propositions techniques*

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères d´évaluation** | **Points** |
| **Qualification et expérience du consultant** | **60** |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle un diplôme de Master en droit public, sciences politiques, relations internationales ou équivalent ? | 10 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle au minimum 10 ans d’expérience dans le domaine de l’assistance technique électorale, au niveau international, ou dans des domaines connexes de la gouvernance démocratique ?  | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle est-il familier avec les cadres de programmation des Nations Unies en appui à la prévention des violences électorales ?  | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une expérience avérée dans la conduite de recherches, d’évaluation et dans la rédaction des rapports et notes techniques ?  | 10 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une bonne connaissance du contexte congolais et/ou une expérience comparative des environnements institutionnels similaires ? | 10 |
| **Méthodologie, approche et plan de mise en œuvre proposés** | **40** |
| L’approche globale proposée par le(la) candidat(e) est-elle de nature à garantir la fourniture des livrables de qualité dans les délais impartis ? | 20 |
| La méthodologie et le chronogramme proposés sont-ils cohérents par rapport à l’approche globale à utiliser et réalistes pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicités dans les termes de référence ? | 20 |
| **Total note proposition technique**  | **100** |

**Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.**1. *Les propositions financières*

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :***Note financière A = [(Offre financière la moins disante)/Offre financière de A] x 30*****Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.*****Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.*** |

 |

**. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis. Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXE 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEXE 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****